# PALESTINE - SOLIDARITÉ

http://www.palestine-solidarite.org

# Journal de Syrie

N° 1 du 21 au 27.04.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/

http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/

b) sur le site de Eva Resis : <u>no-war.over-blog.com</u>

- c) sur le site de Robert Bibeau : http://www.robertbibeau.ca/palestine.html
- d) Et sur le site Palestine Solidarité :

NB: Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse: fa032881@skynet.be

### Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

#### 1 Les grandes manœuvres

France

Syrie: Fabius veut une «intervention de l'ONU rapide».

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

2-1 Georges Malbrunot : Des groupes de francs-tireurs financés par le clan saoudien des Saidiris et encadrés par la CIA.

3 Dossier

3-1 L'opposition syrienne financée par Bush mais aussi par Obama.

4 Analyse - Géopolitique et stratégie - Réflexion

4-1 New Orient News : La bataille pour la Syrie est décisive.

# 1) Les grandes manœuvres

#### France

## Syrie: Fabius veut une «intervention de l'ONU rapide».

Laurent Fabius et Jean-Christophe Cambadélis réclament des sanctions contre le régime syrien et regrettent le silence de Nicolas Sarkozy.

L'ancien Premier ministre socialiste, Laurent Fabius, au même titre que le secrétaire national du PS à l'international, Jean-Christophe Cambadélis, a exhorté mardi la France à «durcir le ton» contre le régime syrien, qui réprime dans le sang la contestation populaire.

«Il faut une intervention de l'ONU rapide», a estimé M. Fabius sur Europe 1.

Après avoir relevé la «situation (géopolitique) particulière» de la Syrie, il a réclamé «dès maintenant la saisine des biens de la famille Assad à l'étranger».

«Il faut en même temps interdire de faire du commerce avec ces pays-là et il faut enjoindre M. Assad (le président syrien, ndlr) de stopper les massacres de la population sous menace de la Cour pénale internationale (CPI)», a ajouté l'ancien Premier ministre.

Si la France ne peut «intervenir militairement partout», Laurent Fabius a conclu qu'il fallait «durcir le ton». «Il faut des sanctions sur la Syrie, il faut hausser le ton», a également jugé sur Canal + Jean-Christophe Cambadélis.

«Je suis très étonné que la France soit en deçà de la main par rapport à la Syrie. On est très dur à juste raison vis-à-vis de (Mouammar) Kadhafi et on ne dit rien vis-à-vis de la Syrie, c'est incompréhensible», a déploré le secrétaire national du PS à l'international.

Alors qu'on lui demandait si la France devait réclamer le départ du président Bachar al-Assad, M. Cambadélis a implicitement répondu par la positive.

«Si je prends les critères qui étaient ceux de M. Juppé, un dirigeant qui tire contre son peuple ne peut plus être le représentant de son peuple, on y est. A l'évidence il faut hausser le ton», a-t-il souligné.

La répression contre la révolte populaire a fait près de 400 morts depuis le 15 mars en Syrie, et le régime de Bachar al-Assad semble avoir opté pour la solution militaire afin d'écraser ce mouvement de contestation sans précédent.

(Source AFP)

## 2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

# 2-1 Georges Malbrunot : Des groupes de francs-tireurs financés par le clan saoudien des Saidiris et encadrés par la CIA.

le 19 avril 2011

Extrait

Alors que des centaines de Syriens, civils et militaires, viennent de tomber sous les coups de snipers financés par les saidiris et encadrés par la CIA, les médias occidentaux accusent le gouvernement de Bachar el-Assad de tirer sur sa population et sur ses propres forces de l'ordre.

Cette campagne de désinformation vise à justifier une possible intervention militaire occidentale.

Le philosophe Domenico Losurdo rappelle que la méthode n'est pas nouvelle. Simplement, les nouveaux moyens de communication l'ont rendue plus sophistiquée. Désormais, le mensonge n'est pas seulement véhiculé par la presse écrite et audiovisuelle, il passe aussi par Facebook et YouTube.

Obsèques de 15 policiers à l'hôpital militaire Tishreen de Damas, le 27 avril 2011. En un mois, plusieurs centaines de Syriens, civils et militaires, ont été assassinés par des groupes de francs-tireurs financés par le clan saoudien des Saidiris et encadrés par la CIA.

Depuis quelques jours, des groupes mystérieux tirent sur les manifestants et, surtout, sur les participants aux funérailles qui ont suivi les événements sanglants. De qui sont composés ces groupes ? Les autorités syriennes soutiennent qu'il s'agit de provocateurs, essentiellement liés aux services secrets étrangers. En Occident, par contre, même à gauche on avalise sans aucun doute la thèse proclamée en premier lieu par la Maison-Blanche : ceux qui tirent sont toujours et seulement des agents syriens en civil. Obama est-il la bouche de la vérité ? L'agence syrienne Sana rapporte la découverte de « bouteilles de plastique pleines de sang » utilisé pour produire « des vidéos amateurs contrefaites » de morts et blessés chez les manifestants. Comment lire cette information, que je reprends de l'article de L. Trombetta dans La Stampa du 24 avril ? Peut-être les pages qui suivent, tirées d'un essai qui sera bientôt publié, contribueront-elles à jeter quelque lumière là-dessus. Si quelqu'un se trouvait étonné voire incrédule à la lecture du contenu de mon texte, qu'il n'oublie pas que les sources que j'y utilise sont presque exclusivement « bourgeoises » (occidentales et pro-occidentales). (Voir aussi addenda en fin de texte, NdT).

#### « Amour et vérité »

Ces derniers temps, par les interventions surtout de la secrétaire d'État Hillary Clinton, l'administration Obama ne rate pas une occasion de célébrer Internet, Facebook, Twitter comme instruments de diffusion de la vérité et de promotion, indirectement, de la paix. Des sommes considérables ont été attribuées par Washington pour potentialiser ces instruments et les rendre invulnérables aux censures et attaques des « tyrans ». En réalité, pour les nouveaux media comme pour les plus traditionnels, la même règle est de mise : ils peuvent aussi être des instruments de manipulation et d'attisement de la haine et même de la guerre. La radio a été savamment utilisée en ce sens par Goebbels et par le régime nazi.

Pendant la Guerre froide, plus encore qu'un instrument de propagande, les transmissions radio ont constitué une arme pour les deux parties engagées dans le conflit : la construction d'un efficient « Psychological Warfare Workshop » est un des premiers devoirs assignés à la CIA. Le recours à la manipulation joue un rôle essentiel aussi à la fin de la Guerre froide ; entre-temps, à côté de la radio, est intervenue la télévision. Le 17 novembre 1989, la « révolution de velours » triomphe à Prague, avec un mot d'ordre qui se voulait gandhien : « Amour et Vérité ». En réalité un rôle décisif est joué par la diffusion de la fausse nouvelle selon laquelle un étudiant avait été « brutalement tué » par la police. C'est ce que révèle, satisfait, à vingt ans de distance, « un journaliste et leader de la dissidence, Jan Urban » protagoniste de la manipulation : son « mensonge » avait eu le mérite de susciter l'indignation de masse et l'effondrement d'un régime déjà périclitant.

À la fin de 1989, bien que fortement discrédité, Nicolae Ceausescu est encore au pouvoir en Roumaine. Comment le renverser ? Les mass media occidentaux diffusent massivement dans la population roumaine les informations et les images du « génocide » perpétré à Timisoara par la police de Ceausescu. Qu'était-il arrivé en réalité ? Laissons la parole à un prestigieux philosophe (Giorgio Agamben), qui ne fait pas toujours preuve de vigilance critique à l'égard de l'idéologie dominante mais qui a synthétisé ici de façon magistrale l'affaire dont nous traitons :

« Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, des cadavres à peine enterrés ou alignés sur les tables des morgues ont été déterrés en hâte et torturés pour simuler devant les caméras le génocide qui devait légitimer le nouveau régime. Ce que le monde entier avait sous les yeux en direct comme vérité sur les écrans de télévision, était l'absolue non-vérité; et bien que la falsification fût parfois évidente, elle était de toutes façons authentifiée

comme vraie par le système mondial des media, pour qu'il fût clair que le vrai n'était désormais qu'un moment du mouvement nécessaire du faux ».

Dix ans après, la technique décrite ci-dessus est de nouveau mise en acte, avec un succès renouvelé. Une campagne martèle l'horreur dont s'est rendu responsable le pays (la Yougoslavie) dont le démembrement a déjà été programmé et contre lequel on est déjà en train de préparer la guerre humanitaire :

« Le massacre de Racak est atroce, avec des mutilations et des têtes coupées. C'est une scène idéale pour susciter l'indignation de l'opinion publique internationale. Quelque chose semble étrange dans la tuerie. Les Serbes tuent d'habitude sans procéder à des mutilations [...] Comme la guerre de Bosnie le montre, les dénonciations d'atrocités sur les corps, signes de tortures, décapitations, sont une arme de propagande diffuse [...] Peut-être n'est-ce pas les Serbes mais les guérilleros albanais qui ont mutilé les corps ». Si ce n'est qu'à ce moment-là, les guérilleros de l'UCK ne pouvaient pas être suspectés d'une telle infamie : c'étaient des freedom fighters, des combattants de la liberté. Aujourd'hui, au Conseil d'Europe, le leader de l'UCK et père de la patrie au Kosovo, Hashim Thaci, « est accusé de diriger un clan politico-criminel né à la veille de la guerre » et impliqué dans le trafic non seulement d'héroïne mais aussi d'organes humains. Voici ce qui arrivait sous sa direction au cours de la guerre : « Une ferme à Rripe, en Albanie centrale, transformée par les hommes de l'UCK en salle d'opération, avec comme patients des prisonniers de guerre serbes : un coup dans la nuque. avant d'explanter leurs reins, avec la complicité de médecins étrangers » (on présume occidentaux). Et vient ainsi au jour la réalité de la « guerre humanitaire » de 1999 contre la Yougoslavie ; mais pendant ce temps son démembrement a été porté à terme et au Kosovo s'installe et veille une énorme base militaire étasunienne. Faisons un autre saut en arrière de plusieurs années. Une revue française de géopolitique (Hérodote) a mis en relief le rôle essentiel joué, au cours de la « révolution des roses » qui a lieu en Géorgie à la fin de 2003, par les réseaux télévisés qui sont aux mains de l'opposition géorgienne et par les réseaux occidentaux : ils transmettent sans discontinuer l'image (qui s'est révélée ensuite fausse) de la villa qui serait la preuve de la corruption d'Edouard Chevardnadze, le dirigeant qu'il s'agit de renverser. Après la proclamation des résultats électoraux qui signent la victoire de Chevardnadze et qui sont déclarés frauduleux par l'opposition, celle-ci décide d'organiser une marche sur Tbilissi, qui devrait sceller « l'arrivée symbolique, et pacifique même, dans la capitale, de tout un pays en colère ». Bien que convoquées de tous les coins du pays à grands renforts de moyens propagandistes et financiers, ce jour-là affluent pour la marche entre 5 000 et 10 000 personnes : « ce n'est rien pour la Géorgie »! Et pourtant grâce à une mise en scène sophistiquée et de grande professionnalité, la chaîne de télé la plus diffusée du pays arrive à communiquer un message totalement différent : « L'image est là, puissante, celle d'un peuple entier qui suit son futur président ». Désormais les autorités politiques sont délégitimées, le pays est désorienté et abasourdi et l'opposition plus arrogante et agressive que jamais, d'autant plus que les médias internationaux et les chancelleries occidentales l'encouragent et la protègent. Le coup d'État est mûr, il va porter au pouvoir Mikhaïl Saakashvili, qui a fait ses études aux USA, parle un anglais parfait et est en mesure de comprendre rapidement les ordres de ses supérieurs.

#### Internet comme instrument de liberté

Venons-en maintenant aux nouveaux media, particulièrement chers à Madame Clinton et à l'administration Obama. Pendant l'été 2009 on pouvait lire dans un quotidien italien réputé :

« Depuis quelques jours, sur Twitter, circule une image de provenance incertaine [...] Devant nous, un photogramme d'une valeur profondément symbolique : une page de notre présent. Une femme avec le voile noir, qui porte un t-shirt vert sur des jeans : extrême Orient et extrême Occident ensemble. Elle est seule, à pieds. Elle a le bras droit levé et le poing fermé. Face à elle, imposant, la gueule d'un SUV, du toit duquel émerge, hiératique, Mahmoud Ahmadinejad. Derrière, les garde-du-corps. Le jeu des gestes touche : de provocation désespérée, celui de la femme ; mystique, celui du président iranien ». Il s'agit d' « un photomontage », qui certes semble « vraisemblable », pour arriver plus efficacement à « conditionner des idées, des croyances ». D'autre part, les manipulations abondent. À la fin du mois de juin 2009, les nouveaux media en Iran et tous les moyens d'information occidentaux diffusent l'image d'une belle fille touchée par une balle : « Elle commence à saigner, elle perd conscience. Dans les secondes qui suivent ou peu après, elle est morte. Personne ne peut dire si elle a été prise dans le feu croisé ou si elle a été touchée de façon ciblée ». Mais la recherche de la vérité est la dernière chose à laquelle on pense : ce serait de toutes façons une perte de temps et ça pourrait même se révéler contre-productif. L'essentiel est ailleurs : « à présent la révolution a un nom : Neda ». On peut alors diffuser le message désiré : « Neda innocente contre Ahmadinejad », ou bien : « une jeunesse courageuse contre un régime vil ». Et le message s'avère irrésistible : « Il est impossible de regarder sur Internet de façon froide et objective la vidéo de Neda Soltani, la brève séquence où le père de la jeune femme et un médecin essaient de sauver la vie de le jeune iranienne de vingt-six ans ». Comme pour le photomontage, dans le cas aussi de l'image de Neda, nous sommes en présence d'une manipulation sophistiquée, attentivement étudiée et calibrée dans tous ses détails (graphiques, politiques et psychologiques) dans le but de discréditer et de rendre la plus odieuse possible la direction iranienne. (Voir addenda en fin de texte, NdT).

Et nous arrivons ainsi au « cas libyen ». Une revue italienne de géopolitique a parlé à ce propos d' « utilisation stratégique du faux », comme le confirme en premier lieu la « déconcertante affaire des fausses fosses communes » (et d'autres détails sur lesquels j'ai attiré l'attention). La technique est celle dont on se félicite et qu'on utilise depuis des décennies, mais qui à présent, avec l'avènement des nouveaux media, acquiert une efficience terrible : « La lutte est d'abord représentée comme un duel entre le puissant et le faible sans défense,

et rapidement transfigurée ensuite en une opposition frontale entre le Bien et le Mal absolus ». Dans ces circonstances, loin d'être un instrument de liberté, les nouveaux media produisent le résultat opposé. Nous sommes en présence d'une technique de manipulation, qui « restreint fortement la liberté de choix des spectateurs » ; « les espaces pour une analyse rationnelle sont comprimés au maximum, en particulier en exploitant l'effet émotif de la succession rapide des images ».

Et ainsi, on retrouve pour les nouveaux media la règle déjà constatée pour la radio et la télévision : les instruments, ou potentiels instruments, de liberté et d'émancipation (intellectuelle et politique) peuvent se renverser et souvent se renversent aujourd'hui en leur contraire. Il n'est pas difficile de prévoir que la représentation manichéenne du conflit en Libye ne résistera pas longtemps ; mais Obama et ses alliés espèrent dans l'intervalle atteindre leurs objectifs, qui ne sont pas vraiment humanitaires, même si la novlangue s'obstine à les définir comme tels.

#### Spontanéité d'Internet

Mais revenons au photomontage qui montre une dissidente iranienne défier le président de son pays. L'auteur de l'article que je cite ne s'interroge pas sur les artisans d'une manifestation si sophistiquée. Je vais essayer de remédier à cette lacune. A la fin des années 90 déjà, on pouvait lire dans l'International Herald Tribune : « Les nouvelles technologies ont changé la politique internationale » ; ceux qui étaient en mesure de les contrôler voyaient augmenter démesurément leur pouvoir et leur capacité de déstabilisation des pays plus faibles et technologiquement moins avancés.

Nous sommes là en présence d'un nouveau chapitre de guerre psychologique. Dans ce domaine aussi les USA sont décisivement à l'avant-garde, ayant à leur actif des décennies de recherche et d'expérimentations. Il y a quelques années Rebecca Lemov, anthropologue de l'université de l'État de Washington, a publié un livre qui « illustre les tentatives inhumaines de la CIA et de certains parmi les plus grands psychiatres de "détruire et reconstruire" la psyché des patients dans les années 50 ». Nous pouvons alors comprendre un épisode qui s'est déroulé dans cette même période. Le 16 août 1951, des phénomènes étranges et inquiétants vinrent troubler Pont-Saint-Esprit, « un village tranquille et pittoresque » situé « dans le Sud-est de la France ». Oui, « le pays fut secoué par un mystérieux vent de folie collective. Cinq personnes au moins moururent, des dizaines finirent à l'asile, des centaines donnèrent des signes de délire et d'hallucinations [...] Beaucoup finirent à l'hôpital avec la camisole de force ». Le mystère, qui a longtemps entouré ce coup de « folie collective », est maintenant dissipé : il s'agît d'une « expérimentation menée par la CIA, avec la Special Operation Division (SOD), l'unité secrète de l'Armée USA de Fort Detrick, au Maryland » ; les agents de la CIA « contaminèrent au LSD les baquettes vendues dans les boulangeries du pays », causant les résultats que nous avons vus ci-dessus. Nous sommes aux débuts de la Guerre froide : bien sûr les États-Unis étaient des alliés de la France, mais c'est justement pour ca que celle-ci se prêtait facilement aux expérimentations de guerre psychologique qui avaient certes comme objectif le « camp socialiste » (et la révolution anticoloniale) mais pouvaient difficilement être effectuées dans les pays situés au-delà du rideau de fer.

Posons-nous alors une question: l'excitation et l'attisement des masses ne peuvent-ils être produits que par voie pharmacologique? Avec l'avènement et la généralisation d'Internet, Facebook, Twitter, une nouvelle arme a émergé, susceptible de modifier profondément les rapports de force sur le plan international. Ceci n'est plus un secret, pour personne. De nos jours, aux USA, un roi de la satire télévisée comme Jon Stewart s'exclame: « Mais pourquoi envoyons-nous des armées s'il est aussi facile d'abattre les dictatures via Internet que d'acheter une paire de chaussures? ». À son tour, avec une revue proche du département d'État, un chercheur attire l'attention sur « comment il est difficile de militariser » (to weaponize) les nouveaux media pour des objectifs à court terme et liés à un pays déterminé; il vaut mieux poursuivre des objectifs de plus ample envergure. Les accents peuvent varier, mais la signification militaire des nouvelles technologies est dans tous les cas explicitement soulignée et revendiquée.

Mais Internet n'est-il pas l'expression même de la spontanéité individuelle ? Seuls les plus démunis (et les moins scrupuleux) argumentent ainsi. En réalité —reconnaît Douglas Paal, ex-collaborateur de Reagan et de Bush senior— Internet est actuellement « géré par une ONG qui est de fait une émanation du Département du Commerce des USA ». S'agit-il seulement de commerce ? Un quotidien de Pékin rapporte un fait largement oublié : quand en 1992 la Chine demanda pour la première fois à être reliée à Internet, sa requête fut rejetée en raison du danger que le grand pays asiatique ne put ainsi « se procurer des informations sur l'Occident ». Maintenant, au contraire, Hillary Clinton revendique l' « absolue liberté » d'Internet comme valeur universelle à laquelle on ne peut renoncer ; et cependant —commente le quotidien chinois— « l'égoïsme des États-Unis n'a pas changé ».

Peut-être ne s'agit-il pas seulement de commerce. À ce sujet, l'hebdomadaire allemand Die Zeit demande des éclaircissements à James Bamford, un des plus grands experts en matière de services secrets états-uniens : « Les Chinois craignent aussi que des firmes américaines (étasuniennes, NdT) comme Google soient en dernière analyse des outils des services secrets américains (étasuniens, NdT) sur le territoire chinois. Est-ce une attitude paranoïde ? » « Pas du tout » répond-il immédiatement. Au contraire même —ajoute l'expert— des « organisations et institutions étrangères [aussi] sont infiltrées » par les services secrets étasuniens, lesquels sont de toutes façons en mesure d'intercepter les communications téléphoniques dans tous les coins de la planète et doivent être considérées comme « les plus grands hackers du monde ». Désormais —affirment encore dans Die Zeit deux journalistes allemands— cela ne fait aucun doute :

« Les grands groupes Internet sont devenus un outil de la géopolitique des USA. Avant, on avait besoin de laborieuses opérations secrètes pour appuyer des mouvements politiques dans des pays lointains. Aujourd'hui il

suffit souvent d'un peu de technique de la communication, opérée à partir de l'Occident [...] Le service secret technologique des USA, la National Security Agency, est en train de monter une organisation complètement nouvelle pour les guerres sur Internet ».

Il convient donc de relire à la lumière de tout ceci quelques événements récents d'explication non aisée. En juillet 2009 des incidents sanglants sont survenus à Urumqi et dans le Xinjiang, la région de Chine habitée surtout par des Ouigours. Sont-ce la discrimination et l'oppression contre des minorités ethniques et religieuses qui les expliquent ? Une approche de ce type ne semble pas très plausible, à en juger du moins par ce que réfère de Pékin le correspondant de La Stampa :

« De nombreux Hans d'Urumqi se plaignent des privilèges dont jouissent les Ouigours. Ceux-ci, de fait, en tant que minorité nationale musulmane, ont à niveau égal des conditions de travail et de vie bien meilleures que leurs collègues Hans. Un Ouigour, au bureau, a l'autorisation de suspendre son travail plusieurs fois pas jour pour accomplir les cinq prières musulmanes traditionnelles de la journée [...] En outre ils peuvent ne pas travailler le vendredi, jour férié musulman. En théorie ils devraient récupérer le dimanche. Mais le dimanche les bureaux sont en fait déserts [...] Un autre point douloureux pour les Hans, soumis à la dure politique d'unification familiale qui impose encore l'enfant unique, est le fait que les Ouigours peuvent avoir deux ou trois enfants. En tant que musulmans, ensuite, ils ont des remboursements en plus dans leur salaire étant donné que, ne pouvant pas manger de porc, ils doivent se rabattre sur la viande d'agneau qui est plus chère ».

Elles apparaissent alors pour le moins unilatérales ces accusations portées par l'Occident contre le gouvernement de Pékin de vouloir effacer l'identité nationale et religieuse des Ouigours. Alors ?

Réfléchissons sur la dynamique des incidents. Dans une ville côtière de Chine où, malgré les différentes traditions culturelles et religieuses préexistantes, des Hans et des Ouigours travaillent côte à côte, se répand tout d'un coup la rumeur selon laquelle une jeune fille han a été violée par des ouvriers ouigours ; il en résulte des incidents au cours desquels deux Ouigours perdent la vie. La rumeur qui a provoqué cette tragédie est fausse mais voici que se répand alors une deuxième rumeur plus forte encore et encore plus funeste : Internet diffuse dans son réseau la nouvelle selon laquelle dans la ville côtière de Chine des centaines de Ouigours auraient perdu la vie, massacrés par les Hans dans l'indifférence et même sous le regard complaisant de la police. Résultat : des tumultes ethniques dans le Xinjiang, qui provoquent la mort de presque 200 personnes, cette fois presque toutes hans

Eh bien sommes-nous là en présence d'une intrication malheureuse et fortuite de circonstances ou bien la diffusion des rumeurs fausses et tendancieuses visait-elle le résultat qui s'est effectivement produit ensuite? Nous sommes dans un situation où il s'avère désormais impossible de distinguer la vérité de la manipulation. Une société étasunienne a réalisé des « programmes qui permettraient à un sujet engagé dans une campagne de désinformation de prendre simultanément jusqu'à 70 identités (profils de réseaux sociaux, account in forum etc.) en les gérant parallèlement : le tout sans qu'on puisse découvrir qui tire les ficelles de cette marionnette virtuelle ». Qui a recours à ces programmes ? Il n'est pas difficile de le deviner. Le quotidien cité ici, non suspect d'antiaméricanisme (anti-étasunien, NdT) précise que la société en question « fournit des services à diverses agences gouvernementales étasuniennes, comme la CIA et le ministère de la Défense ». La manipulation de masse célèbre son triomphe tandis que le langage de l'Empire et la novlangue se font, dans la bouche d'Obama, plus doux et suaves que jamais.

Revient alors en mémoire l' « expérimentation conduite par la CIA » pendant l'été 1951, qui produisit « un mystérieux vent de folie collective » dans « le village pittoresque et tranquille » de Pont-Saint-Esprit. Et de nouveau nous voici obligés de nous poser la question initiale : la « folie collective » peut-elle être produite seulement par voie pharmacologique ou bien aujourd'hui peut-elle être le résultat du recours, aussi, aux « nouvelles technologies » de la communication de masse ?

On comprend alors les financements par Hillary Clinton et par l'administration Obama destinés aux nouveaux media. Nous avons vu que la réalité des « guerres sur Internet » est désormais reconnue même par de réputés organes de presse occidentaux ; sauf que dans le langage de l'Empire et dans la novlangue la promotion des « guerres sur Internet » devient la promotion de la liberté, de la démocratie et de la paix.

Les cibles de ces opérations ne restent pas sans rien faire : comme dans toute guerre les faibles cherchent à combler leur désavantage en apprenant des plus forts. Et voici que ces derniers crient au scandale : « Au Liban ceux qui maîtrisent le plus les news media et les réseaux sociaux ne sont pas les forces politiques pro-occidentales qui soutiennent le gouvernement de Saad Hariri, mais les "Hezbollah" ». Cette observation laisse poindre un soupir : ah, comme ce serait beau si, ainsi qu'il en a été pour la bombe atomique et pour les armes (proprement dites) les plus sophistiquées, même pour les « nouvelles technologies » et les nouvelles armes d'information et de désinformation de masse, ceux qui détiennent le monopole étaient les pays qui infligent un interminable martyre au peuple palestinien et qui voudraient continuer à exercer au Moyen-Orient une dictature terroriste! Le fait est —se lamente Moises Naïm, directeur de Foreign Policy— que les USA, Israël et l'Occident n'ont plus affaire aux « cyberidiots d'autrefois ». Ceux-ci « contre-attaquent avec les mêmes armes, font de la contre information, empoisonnent les puits » : une véritable tragédie du point de vue des présumés champions du « pluralisme ». Dans le langage de l'Empire et dans la novlangue, la timide tentative de créer un espace alternatif à celui qui est géré ou hégémonéisé par la superpuissance solitaire devient un « empoisonnement des puits ».

De nombreux snipers ont été arrêtés par les forces de l'ordre au cours des dernières semaines et leurs cellules démantelées. Chaque soir, la télévision syrienne publie de nouveaux interviews des terroristes qui relatent comment ils ont été recrutés, formés et armés (capture d'écran du Journal télévisé du 26 avril 2011).

Sur Facebook en Syrie

Dès le début des manifs à Deraa, une page Facebook a été ouverte sous le titre "Révolution syrienne 2011" : slogan publicitaire inimaginable pour de vrais révolutionnaires : si on n'y arrive pas en 2011, on laisse tomber ?. Dans la journée, cette page comptait 80 000 amis, presque tous des comptes Facebook créés le même jour. Ceci est impossible sauf si les "amis" sont des comptes virtuels créés par des logiciels.

#### Références bibliographiques

- · Giorgio Agamben 1996, Mezzi senza fine. Note sulla politica, Bollati Boringhieri, Torino.
- James Bamford (interview) 2010, « Passen Sie auf, was Sie tippen », par Thomas Fischermann, in Die Zeit, 18 février, pp. 20-21.
- Ennio Caretto 2006, La Cia riprogrammò le menti dei reduci, in Corriere della Sera, 12 février, p. 14.
- Germano Dottori 2011, Disinformacija. L'uso strategico del falso nel caso libico, in Limes. Rivista italiana di geopolitica, n. 1, pp. 43-49.
- Alessandra Farkas 2010 « La Cia drogò il pane dei francesi ». Svelato il mistero delle baguette che fecero ammattire un paese nel '51, in Corriere della Sera, 13 mars, p. 25.
- Thomas Fischermann, Götz Hamann 2010, Angriff aus dem Cyberspace, in Die Zeit, 18 février, pp. 19-21.
- Carlo Formenti 2011, La « disinformazia » ai tempi del Web. Identità multiple per depistare, in Corriere della Sera, 28 février, p. 38.
- Massimo Gaggi 2010, Un'illusione la democrazia via web. Estremisti e despoti sfruttano Internet, in Corriere della Sera, 20 mars, p. 21.
- Régis Genté 2008, Des révolutions médiatiques, in Hérodote, revue de géographie et de géopolitique, 2° trimestre, pp. 37-68.
- Mara Gergolet 2010, L'Europa : « Traffico d'organi in Kosovo », in Corriere della Sera, 16 décembre, p. 18.
- · Global Times 2011, The internet belongs to all, not just the US, in Global Times, 17 février.
- Andrian Kreye 2009, Grüne Schleifen für Neda, in Süddeutsche Zeitung, 24 juin, p. 11.
- Domenico Losurdo 2010, La non-violenza. Una storia fuori dal mito, Laterza, Roma-Bari.
- Roberto Morozzo Della Rocca 1999, La via verso la guerra, in Supplément au n. 1 Quaderni Speciali) de Limes. Rivista Italiana di Geopolitica, pp. 11-26.
- Barack Obama, David Cameron, Nicolas Sarkozy, Libya's pathway to peace, in International Herald Tribune, 15 avril, p. 7.
- Douglas Paal (interview à) 2010, « Questo è l'inizio di uno scontro tra due civiltà », par Maurizio Molinari, in La Stampa, 23 janvier, p. 7.
- Nicolas Pelham 2011, The Battle for Libya, in The New Review of Books, 7 avril, pp. 77-79.
- Guido Ruotolo 2011, Gheddafi : ingannati dagli amici occidentali, in La Stampa, 1er mars, p. 6.
- David E. Sanger 2011, As war in Libya drags on, U.S. goals become harder, in International Herald Tribune, 12 avril, pp. 1 et 8.
- Clay Shirky 2011, The Political Power of Social Media, in Foreign Affairs, janvier-février 2011, pp. 28-41.
- Bob Schmitt 1997, The Interrnet and International Politics, in International Herald Tribune, 2 avril, p. 7.
- Francesco Sisci 2009, Perché uno han non sposerà mai una uigura, in La Stampa, 8 juillet, p. 17.
- Evan Thomas 1995, The Very Best Men. Four Who Dared. The Early Years of the CIA, Simon & Schuster, New York
- Vincenzo Trione 2009, Quella verosimile manipolazione contro l'arroganza di Ahmadinejad, in Corriere della Sera, 2 juillet, p. 12.

#### Domenico Losurdo

Domenico Losurdo Professeur d'histoire de la philosophie à l'université d'Urbin (Italie). Il dirige depuis 1988 la Internationale Gesellschaft Hegel-Marx für dialektisches Denken, et est membre fondateur de l'Associazione Marx XXIesimo secolo.

Source : le Figaro Depuis Urbin (Italie) Traduction Marie-Ange Patrizio 27 avril 2011

#### 3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

### 3-1 L'opposition syrienne financée par Bush mais aussi par Obama.

Malgré toutes les dénégations, les documents sont têtus : le département d'État n'a pas cessé de financer l'opposition syrienne. Par conséquent, il ne peut pas prétendre tout ignorer de l'actuelle campagne de déstabilisation de la Syrie.

L'opposition syrienne financée par Bush mais aussi par Obama

Le Département d'État des USA a financé secrètement des groupes de l'opposition syrienne pour renverser Assad, et leurs projets parmi lesquels la télévision satellitaire Barada basée à Londres, selon des documents diffusés par Wikileaks et publiés hier par le *Washington Post* [1].

La télévision Barada, qui prend le nom du fleuve qui traverse la capitale Damas, est liée au réseau d'exilés syriens basé à Londres, le « *Mouvement pour la justice et le développement* » : selon les dossiers des diplomates étasuniens à Damas et l'article du quotidien, le département d'État étasunien leur a versé depuis 2006 jusqu'à 6 millions de dollars pour, justement, mettre en œuvre la télévision satellitaire, mais aussi pour financer d'autres activités en Syrie. Le flux d'argent a commencé sous la présidence de George W. Bush, après que, pendant son administration, les USA eurent, en 2005, gelé les rapports avec la Syrie et mis le pays sur liste noire à cause de son soutien au Hezbollah libanais. Jusqu'ici rien d'étrange : il est logique que Bush et sa bande de neo-cons fussent tentés aussi par un « *changement de régime* » à Damas, comme pour l'Afghanistan et l'Irak. Ce qui peut se révéler plus surprenant est, si l'on s'en tient aux câbles diplomatiques et au *Washington Post*, que le soutien financier aux groupes d'opposition syriens ait continué même après l'installation d'Obama à la Maison-Blanche (janvier 2009) : ceci alors que la nouvelle administration était en train de tenter de rétablir des rapports avec Damas, au point qu'en janvier dernier les USA aient décidé de renvoyer un ambassadeur en Syrie, le premier en six ans.

Selon les documents diffusés par le site de Julian Assange, les fonctionnaires de l'ambassade étasunienne à Damas commencèrent à s'inquiéter en 2009 après avoir appris que des agents de renseignement syriens avaient subodoré quelque chose et étaient en train de poser quelques questions sur les programmes étasuniens ; et que certains de ces fonctionnaires mêmes allèrent jusqu'à suggérer au département d'État de reconsidérer son implication en indiquant qu'elle pouvait mettre en danger les tentatives de rapprochement lancées par Obama.

Le *Washington Post* précise avoir choisi de ne pas publier de détails sur les noms et programmes à la demande du département d'État, pour éviter de mettre en danger des personnalités de l'opposition.

[1] « <u>U.S. secretly backed Syrian opposition groups, cables released by WikiLeaks show</u> », par Craig Whitlock, *The Washington Post*, 17 avril 2011.

Traduction Marie-Ange Patrizio.

Source II Manifesto (Italie)

19 AVRIL 2011

http://www.voltairenet.org:80/article169564.html

## 4 Analyse - Géopolitique et stratégie - Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

# 4-1 New Orient News : La bataille pour la Syrie est décisive.

Al-Jazeera et la fin du professionnalisme

Très largement diffusée par la presse internationale, montre les obsèques d'un manifestant à Banias (Syrie). Mais contrairement aux légendes des journaux, la foule ne tient pas le président Bachar el-Assad pour responsable des morts durant les manifestations.

Au contraire, on voit à droite un portrait du président au milieu des drapeaux syriens. Les manifestants assassinés l'ont été par des tireurs embusqués sur les toits.

Certains ont été fait prisonniers et ont avoué appartenir à des groupes armés par une branche de la famille royale soudienne, des membres du parti haririste libanais et les services secrets US.

La tendance générale

Éditorial : La bataille pour la Syrie est décisive

La société syrienne traverse une période d'inquiétude à cause des troubles incessants qui ont fortement ébranlé la stabilité sécuritaire qui caractérisait la Syrie ces trente dernières années. Les dangers de violences confessionnelles sont réels, alimentés par les prêches sectaires dans un pays au tissu ethnico-religieux diversifié, considéré, hier encore, comme le dernier refuge des minorités en Orient grâce à son régime laïque et à son identité arabe

Le vent du changement qui balaye le monde arabe a favorisé le mouvement populaire en Syrie qui réclame des réformes politiques, économiques et sociales. Mais il est important de noter que le président Bachar el-Assad, qui a lancé un vaste chantier de réforme récemment, est allé au-delà des revendications de certaines parties de l'opposition : il a levé l'État d'urgence et autorisé le droit de manifester pacifiquement, alors qu'un débat national sur les partis et les médias va commencer dans le but d'instaurer le multipartisme. Des figures de l'opposition ont accueilli favorablement toutes ces mesures, contrairement à celles qui veulent plonger le pays dans le chaos conformément à des agendas qui n'ont rien à voir avec la réforme et visent à détruire les constantes nationales directement liées au conflit israélo-arabe.

La volonté de provoquer des troubles en Syrie traduit une détermination extérieure à affaiblir ce pays, considéré comme le principal acteur dans la lutte pour l'avenir de la région. Une série d'indices et de preuves irréfutables le

#### confirment:

□ La nature et les liens extérieurs des principales forces qui provoquent les troubles. Elles sont au nombre de trois : l'ancien vice-président Abdel Halim Khaddam et ses partisans ; Ribal el-Assad —le cousin du président— et son groupe ; les Frères musulmans et leurs mouvances ainsi que leurs alliés au Liban, comme le Parti de la libération islamique. Le mélange d'activistes gauchistes ou libéraux ne joue qu'un rôle secondaire dans ce bloc politique conduit par les Frères musulmans. Sur le terrain, il est clair que ce conglomérat de forces dispose d'un réseau jouissant d'une couverture états-unienne et d'un soutien multiforme apporté par le prince saoudien Bandar Ben Sultan et le Premier ministre sortant au Liban, Saad Hariri. Cette carte des forces en présence pousse tout observateur à inscrire ce qui se passe en Syrie dans le cadre d'un projet israélo-US ayant pour objectif de réagencer la région du Moyen-Orient en démantelant l'axe de la résistance. Le slogan brandi par Saad Hariri au Liban, appelant au désarmement de la Résistance, en est la traduction libanaise.

Des armes sont introduites en Syrie à partir du Liban, d'Irak et de Jordanie pour être utilisées contre les forces de l'ordre syriennes dans le but de provoquer des bains de sang. La détermination à utiliser la violence, même lorsque les forces de l'ordre ont des instructions précises de ne pas tirer sur les manifestants, les embuscades tendues aux unités militaires et les assauts lancés contre des positions de l'armée, sont autant d'appels à des représailles sanglantes qui feront des victimes des deux cotés pour que le sang n'arrête pas de couler. Ces incidents sont l'œuvre de cellules terroristes qui infiltrent les rangs des manifestants. Dans le village de Nawa, près de Damas, l'attaque d'un poste militaire, vendredi, a fait sept morts et des blessés dans les rangs de la troupe, qui a riposté, faisant de nombreuses victimes parmi les assaillants et les manifestants.

Une gigantesque machine de propagande arabe et internationale, parfaitement synchronisée, est mise à contribution par des États, des partis politiques, des associations et des sociétés commerciales, ce qui prouve que nous sommes devant un plan orchestré. Comme l'ont révélé les câbles du département d'État publiés par Wikileaks, le Congrès US et d'autres institutions aux États-Unis financent des chaines de télévision syriennes émettant à partir de l'étranger, ainsi que des sites internet et des groupes de jeunes formés aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Des chaines de télévision, des journaux et des radios, au Liban et dans les pays du Golfe, ainsi qu'une organisation religieuse sunnite internationale, animée par le prédicateur extrémiste Youssef Kardaoui, ont également été mobilisés pour exécuter ce plan. Autant dire que les moyens mis à contribution sont gigantesques et prouvent combien les enjeux sont importants.

Il s'agit d'une bataille décisive pour l'avenir de la région. Si Bachar el-Assad en sort vainqueur, il aura en même temps modernisé, revitalisé et rajeuni la vie politique en Syrie, et débarrassé le système syrien de ses impuretés, comme la corruption et la bureaucratie. Il aura sauvegardé l'indépendance politique de son pays, l'aura confirmé comme acteur essentiel dans la région et renforcé l'axe de la résistance.

C'est le projet de Bachar el-Assad d'instaurer un système régional duquel serait exclu Israël qui est visé. Aussi, la poursuite des réformes, pour isoler les forces déstabilisatrices appuyées et financées par l'étranger, renforcera l'immunité nationale syrienne et permettra l'émergence d'une Syrie forte, indépendante, démocratique et résistante.

Déclarations et prises de positions

Michel Sleiman, président de la République libanaise

« Les obstacles qui entravent la formation du gouvernement résident dans les revendications des blocs parlementaires. Ces revendications devraient être discutées par le dialogue, selon les intérêts nationaux et la Constitution. La constitution ne réserve des quotes-parts à personne, mais définie des mécanismes à la formation du gouvernement par les chefs des autorités. Il faut instaurer le climat de l'entente par la préservation des hauts intérêts nationaux et l'assainissement du discours politique. (...) Je suis en communication permanente avec le président syrien Bachar el-Assad. Le Liban appuie la stabilité au sein du monde arabe et notamment en Syrie, car la sécurité des deux pays est étroitement liée. Le Liban soutient les réformes approuvées en Syrie et reconnait les réclamations visant à l'établissement des réformes et non à semer la discorde. »

Naïm Kassem, secrétaire-général adjoint du Hezbollah

« Il n'y a pas de place au Liban pour la résolution 1559 et le dernier rapport de Ban Ki Moon n'est qu'un rêve irréalisable. Le secrétaire général de l'Onu se soumet aux diktats israéliens et est incapable de nous dire comment agir au Liban ou comment le protéger et préserver sa sécurité et stabilité. Ban Ki Moon et les États-uniens doivent laisser le Liban tranquille et il sera le plus stable parmi tous les pays du monde grâce à son armée, son peuple et sa Résistance. »

Nabil Kaouk, vice-président du conseil exécutif du Hezbollah

« Les preuves et les documents avancés par la Syrie concernant l'implication du Courant du futur dans les incidents qui ont lieu en Syrie sont suffisants pour que la Justice libanaise réagisse afin de juger les fauteurs de trouble. Tant qu'il n'y aurait pas de nouveau gouvernement la situation resterait telle quelle et le dossier judiciaire ne serait amorcé d'une manière sérieuse. Le sort de ce dossier sera le même que celui qui a été réservé aux faux témoins tant que les instruments de cette partie demeureront au sein des établissements étatiques et ne seront pas remplacés. Le groupe qui a accepté d'être un outil pour semer le chaos au Liban est le même outil utilisé par les États Unis pour déstabiliser la Syrie. Ce groupe a toujours été connu pour son animosité envers la Syrie et a constamment demandé aux États-Unis de changer le pouvoir en Syrie. »

Émir Talal Arslan, député druze

« Le retard dans la formation du gouvernement est un fardeau qu'assume le pays à tous les niveaux sociaux et économiques et engendre des difficultés supplémentaires. La situation régionale est compliquée et je regrette que certains au Liban ne veuillent pas tirer les leçons du passé. Ils parient toujours sur l'internationalisation de la politique libanaise. Le retard dans la formation du cabinet découle des faux paries régionaux et internationaux de certains, au Liban. La responsabilité du retard dans la formation du cabinet n'incombe pas uniquement au Premier ministre désigné Najib Mikati, mais aussi au régime confessionnel, incapable de se développer. Nous sommes pour la laïcité et pour la primauté de la citoyenneté sur le confessionnalisme et le sectarisme, pour l'égalité dans les droits et les obligations. Mais nous refusons de consacrer le facto de l'absence des druzes au sein des ministères et des institutions publiques. »

Presse

As Safir (Quotidien arabophone proche de la nouvelle majorité, 23 avril 2011)

Le directeur du bureau d'al-Jazeera à Beyrouth, le célèbre journaliste Ghassan Ben Jeddo, a présenté sa démission de la chaîne satellitaire qatarie pour protester contre les méthodes de couverture des troubles qui secouent plusieurs pays arabes.

Des sources bien informées ont indiqué que Ben Jeddo a présenté sa démission par écrit il y quelques jour, précisant que sa décision était motivée par plusieurs considérations, la plus importante étant que la chaîne a brisé le rêve du « professionnalisme et de l'objectivité ». Les mêmes sources ont ajouté que parmi les raisons qui ont mené Ben Jeddo à démissionner figurent les pratiques non professionnelles et inacceptables menées par al-Jazeera, en cette période historique que traverse la région.

Ben Jeddo reproche à al-Jazeera la couverture intensive des évènements en Libye, au Yémen et en Syrie, alors qu'elle n'accorde pas la moindre importance aux développements à Bahreïn. Sur l'existence d'un lien éventuel entre la démission de Ben Jeddo et la politique adoptée par al-Jazeera à l'égard de la Syrie, les sources ont expliqué que pour Ben Jeddo, il s'agit d'une question de principe. « Ben Jeddo soutient les mouvements populaires en Syrie qui réclament la liberté et les réformes, mais en parallèle, il soutient le grand projet national syrien », ont-elles ajouté.

As Safir (21 avril 2011)

Sateh Noureddine

La révolte populaire qui a renversé un certain nombre de régimes arabes revêt une double dimension, parce que deux principales motivations poussent le peuple à descendre dans la rue : la liberté politique et la justice sociale. Cette dernière revendication est liée à la crise économique qui mènera à un changement radical dans le régime libanais qui tient bon jusqu'à présent face aux séismes intérieurs et extérieurs. Cependant, les révolutions arabes pourraient entraîner le Liban dans leur sillage si les Libanais arrivent à la conviction que la crise économique constitue une occasion politique exceptionnelle pour changer un régime solidement ancré qui ne produit que les querres civiles.

As Safir (20 avril 2011)

Wassef Awada

Le patriarche maronite Béchara Raï a réussi à réunir autour d'une même table les chefs de file chrétiens à Bkerké. Ce faisant, le prélat a cherché à jeter des ponts entre les maronites eux-mêmes avant de déblayer le chemin qui les mène aux autres avec, à la clé, la tenue d'un sommet spirituel islamo-chrétien, des contacts avec le Hezbollah, et la réouverture des canaux de contact avec la Syrie. Cependant, la politique adoptée par le patriarche Raï demeurera insuffisante et incapable d'atteindre l'objectif ultime, celui de la stabilité politique au Liban, si les maronites ne vont pas jusqu'au bout en sortant du système confessionnel dont certains croient à tort qu'il sert toujours les intérêts des chrétiens. Seule la citoyenneté protège les maronites, le Liban et les Libanais. Al Hayat (Quotidien saoudien édité à Londres, 21 avril 2011)

Hassan Haidar

Pour quelle raison la Syrie a-t-elle choisi de prendre pour cible le parti de Saad Hariri après que celui-ci eut été écarté de la présidence du Conseil des ministres avec l'aide des alliés de Damas, malgré sa représentativité dans la rue sunnite? Les mouvements hostiles au régime se sont poursuivis en Syrie après « la révélation » de « l'implication » du député Jamal Jarrah et après le renforcement de la surveillance aux frontières avec le Liban. L'éternelle théorie syrienne du complot traduit une volonté de récupérer un rôle perdu en dépit du discours officiel qui nie toute ingérence dans les affaires internes du Liban.

Al Hayat (20 avril 2011)

Paris. Randa Takieddine

<u>Printemps arabe : enjeux et espoirs d'un changement,</u> marque une nouvelle étape dans la politique française à l'égard du monde arabe. La large participation arabe et française et la participation efficace du M. Juppé à toutes les tables ronde témoignent du succès du colloque. La nouvelle approche audacieuse et franche de la diplomatie française mérite d'être relevée. Cependant, la mauvaise conjoncture économique en France et en Europe permettront-elles à Paris de mener à bien sa politique. Interrogé par *Al-Hayat* avant le colloque, le chef de la diplomatie française a dit : « Personne ne s'attendait à ces développements dans le monde arabe. Nous avons misé jusqu'au bout sur la stabilité des pays du bassin méditerranéen parce que cela nous convenait, mais les choses nous ont éclaté au visage du Maroc jusqu'au Yémen. Comment expliquer que nous n'ayons pas compris et que n'ayons pas vu ? »

An Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars, édition du 20 avril 2011)

Paris, Samir Tuéni

On constate le début d'une dangereuse escalade dans le discours des protagonistes libanais. Le peuple libanais sera-t-il en mesure de sortir indemne de la guerre froide saoudo-iranienne ? Le dossier libanais n'est plus une priorité pour les forces régionales et internationales, occupées par les problèmes des autres pays arabes. Il

faudra plus de tant pour parvenir à former un gouvernement. Le Hezbollah a été incapable d'imposer ses conditions après le renversement de Saad Hariri. Damas doit renoncer à son approche négative vis-à-vis du Liban en faveur. Quant aux Libanais, ils sont appelés à renouer avec le dialogue constructif pour consolider la paix civile et préserver les intérêts de leur pays, afin d'éviter les retombées négatives des événements en Syrie. L'Orient-Le Jour (Quotidien libanais francophone proche du 14-Mars, édition du 21 avril 2011)

Les milieux de la nouvelle majorité, en particulier ceux qui sont proches du Hezbollah, estiment qu'une implication du Courant du futur de Saad Hariri dans les troubles en Syrie est possible, car elle s'inscrirait dans la ligne de la politique américaine dans la région consistant à affaiblir l'Iran et ses alliés, dont le principal reste le régime de Bachar el-Assad. Pour leur part, les milieux du 14-Mars démentent toute ingérence dans le soulèvement populaire de Syrie ainsi que la thèse de la conspiration américano-saoudienne, affirmant que le seul responsable de la situation actuelle est le régime d'Assad qui n'a rien vu venir, se croyant à l'abri de toute revendication en raison de sa politique d'hostilité aux plans américano-israéliens. Les deux camps sont d'accord sur un point : l'évolution en Syrie peut ne pas être rapide et il faudrait peut-être attendre deux mois pour voir dans quelle direction vont les développements. Serait-ce là la clé cachée de la formation du gouvernement ? L'Orient-Le Jour (19 avril 2011)

Les partis et personnalités libanaises et palestiniennes proches de la Syrie ont organisé un meeting oratoire pour exprimer leur solidarité avec Damas, à l'hôtel Commodore. Les orateurs qui se sont succédé à la tribune, présentés par l'ancien chef du parti Kataëb Karim Pakradouni, ont insisté sur le fait que la sécurité de la Syrie et celle du Liban sont interdépendantes. En présence de l'ambassadeur de Syrie, Ali Abdel Karim Ali, les députés Nawwaf Moussaoui, Ali Hassan Khalil et Marwan Farès, ainsi que l'ancien vice-président de la Chambre Elie Ferzli et le chef des Mourabitoun (nassériens) et ancien chef de la garde présidentielle Moustapha Hamdane et d'autres personnalités ont mis l'accent sur les liens étroits entre la Syrie et le Liban ainsi que sur l'aide apportée par la Syrie au courant de la Résistance au Liban, ainsi que les efforts déployés par ce régime « pour éviter la partition du pays et s'opposer aux plans israéliens et américains ».

Ali Hassan Khalil, qui a pris la parole au nom du président de la Chambre Nabih Berry, a critiqué « ceux qui cherchent à intervenir dans la sécurité syrienne et qui avaient probablement fait dans le passé des paris sur les projets étrangers qui ont échoué ». Nawwaf Moussaoui a exprimé la solidarité totale du Hezbollah avec le régime syrien, précisant que celui-ci sera en mesure de surmonter cette crise et de déjouer les complots ourdis contre lui. Il a ainsi insisté sur la volonté du président Bachar el-Assad d'opérer des réformes. Karim Pakradouni a été encore plus clair : dénonçant les plans de « certains départements américains alliés au sionisme », il a demandé aux autorités libanaises d'empêcher toute partie libanaise d'intervenir dans les événements en Syrie. Même son de cloche chez Élie Ferzli, qui a estimé que ce qui se passe aujourd'hui en Syrie « fait partie d'un plan sioniste visant à démembrer le monde arabe », assurant la Syrie du soutien « des forces nationalistes » et affirmant que la victoire du régime syrien contre ceux qui complotent contre lui « sera le complément de la victoire de la résistance au Liban ».

En conclusion, les personnalités réunies ont affirmé qu'appuyer le régime syrien, « c'est en réalité appuyer le Liban, tant les deux pays sont liés » et ce qui arrive à l'un a forcément des répercussions sur l'autre. Al Akhbar (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 23 avril 2011)

Quelque 300 personnes ont participé vendredi à Tripoli à la manifestation controversée de soutien aux protestataires syriens organisée par le Parti de la libération islamique (Hezb al-Tahrir al-Islami), ramenant cette formation à sa réelle dimension... très modeste.

Les autorités avaient un temps interdit cette manifestation, des responsables de la sécurité ayant prévenu qu'elle pouvait être considérée comme une ingérence dans les affaires intérieures de la Syrie. Les autorités s'étaient ensuite ravisées, autorisant finalement le défilé en raccourcissant nettement le parcours.

Les manifestants ont défilé de la mosquée Al-Mansouri jusqu'à une place à une cinquantaine de mètres, en présence de centaines de policiers et de militaires, qui avaient bloqué les rues et posté des hommes sur les toits des bâtiments alentours.

Agitant des drapeaux islamiques noirs, les manifestants arboraient des banderoles proclamant Arrêtez les massacres contre le peuple syrien et Les musulmans de Tripoli soutiennent leurs frères à Homs et Deraa. « Soutenir nos frères en Syrie est un devoir religieux », a déclaré Ahmed Kassas, porte-parole du parti, accusant le régime syrien de « tuer des manifestants pacifiques ».

Hezb al-Tahrir al-Islami, un mouvement panislamique, veut placer toutes les nations musulmanes sous le règne d'un seul État islamique dirigé par un calife.

Al Akhbar (20 avril 2011)

Ghassan Saoud

Le sommet maronite de Bkerké tenu sous l'égide du patriarche Béchara Raï est bon mais plus Sleiman Frangié, Samir Geagea, Michel Aoun et Amine Gemayel se serrent la main, plus ils se détestent les uns les autres. Le patriarche n'a pas cherché à faire converger les deux points de vue chrétiens, à prendre parti en faveur d'une idée aux dépens d'une autre, ou à encourager telle ou telle partie à modifier ses principes. Béchara Raï a simplement voulu faire comprendre aux dirigeants réunis sous son égide qu'il était possible de défendre calmement ses principes et qu'il n'y avait nul besoin de s'entretuer pour le faire. Reste qu'à part Sleiman Frangié et Samir Geagea, il ne s'est rien passé. La rencontre était celle des deux hommes. Elle était le début du roman « Geagea et Frangié » qui représentent à eux seuls « l'avenir maronite ».

Al Akhbar (19 avril 2011)

Hassan Olleik

Les responsables syriens sont convaincus que la Syrie est la victime d'un complot : Les mêmes parties qui complotaient contre la Syrie en 2005 et contre la Résistance au Liban en 2006, reviennent aujourd'hui à la charge. Ce complot a fait perdre au régime syrien un atout dont il se vantait devant ses pairs : la stabilité. Des sources soulignent l'ampleur de l'implication internationale dans les développements en Syrie, comme en témoigne l'activité quotidienne des services de renseignements. La télévision officielle syrienne a diffusé vendredi dernier, pour la première fois de son histoire, des images de manifestations anti-régime. C'est un exploit dans l'histoire des médias officiels syriens.

Wall Street Journal (Quotidien états-unien, 19 avril 2011)

Une guerre des mots entre les camps pro-occidental et celui soutenu par l'Iran au Liban suscite la crainte d'une guerre froide entre l'Iran chiite et l'Arabie saoudite sunnite.

Riyad, qui soutient le camp pro-occidental dirigé par Saad Hariri, a accusé l'Iran de soulever des protestations antimonarchiques à Bahreïn, un pays à majorité chiite dirigé par une dynastie sunnite. Et Téhéran, qui, avec la Syrie, est un grand partisan du Hezbollah, a répondu en accusant l'Arabie d'avoir envoyé ses troupes dans le petit royaume afin de contenir un soulèvement populaire légitime.

Les experts disent qu'alors que les tensions régionales règnent, une interminable crise politique au Liban pourrait prendre encore un tour plus dangereux. « C'est la première fois que Saad Hariri prend une position claire et dure contre l'Iran, étant donné que la menace actuelle n'existait pas avant », a déclaré Ghattas Khoury, conseiller de Hariri

Amal Saad-Ghorayeb, auteur du livre *Le Hezbollah : Politique et Religion*, explique que la montée des tensions entre Hariri et le Hezbollah reflète une plus grande polarisation politique. Bien que le Hezbollah a clairement fait savoir qu'il soutient les manifestants chiites à Bahreïn, « les remarques de Saad Hariri relèvent clairement de la rhétorique américaine. »

#### La tendance dans le monde arabe

Éditorial : Al-Jazeera et la fin du professionnalisme

Pendant des années, les partisans de la résistance arabe ont fermé l'œil sur le fait que la chaine satellitaire qatarie, Al-Jazeera, a introduit l'Israélien dans la conscience collective et les foyers des Arabes. L'Israélien n'était plus présenté comme un criminel, un occupant et un spoliateur de la terre de Palestine, mais comme un « adversaire », un « Autre », avec qui il était possible de discuter et d'échanger des opinions, et lui permettre d'exposer des prétextes à ses crimes.

Face aux critiques, la direction et les journalistes d'Al-Jazeera ont développé tout un argumentaire basé sur les nouvelles technologies de la communication et les nouvelles valeurs du journalisme, avançant leur slogan « L'opinion et la contre-opinion. »

Les détracteurs de la chaine qui ont dénoncé la « normalisation médiatique » avec Israël, ont mis en sourdine leurs critiques lorsqu'Al-Jazeera s'est posée en défenseur des grandes causes arabes et des mouvements de résistance en Palestine, au Liban et en Irak.

Cependant, les événements à Bahreïn, en Libye et en Syrie ont constitué un choc pour un grand nombre de personnes qui ont vu la chaine passer d'un camp à l'autre, sans aucune considération pour les valeurs professionnelles et éthiques qu'elle prétend défendre. Elle a complètement passé sous silence la répression sanglante de la révolution pacifique bahreïnie et ignoré les mouvements de protestation en Arabie saoudite et dans d'autres pays du Golfe. Al-Jazeera, qui a bâti une grande partie de sa réputation et de sa gloire sur ses dénonciations des excès commis par les forces états-uniennes en Irak et en Afghanistan, s'est transformée, du jour au lendemain, en fervent défenseur de l'intervention de l'Otan en Libye, présentant un seul aspect des événements dans ce pays.

La couverture par Al-Jazeera des événements en Syrie est un véritable scandale. Le traitement professionnel de l'information a été remplacé par des incitations à manifester, des appels à la mobilisation, l'exagération des faits et du nombre de manifestants et l'occultation des attaques contre les forces armées.

Vendredi dernier, les présentateurs et les journalistes de la chaine se sont transformés dès les premières heures du matin en militants politiques. Les appels à manifester étaient passés en boucle, avec des images anciennes ou des films datant de plusieurs semaines et montrant des groupes de manifestants. En voix *off*, le présentateur rappelle sans cesse les appels à manifester et affirme que le peuple syrien estime que la levée de l'État d'urgence, la veille, par le président Bachar el-Assad, « est insuffisante ».

La chaine procède ensuite à une couverture directe des manifestations après la prière du vendredi. Elle amplifie les chiffres, gonfle les bilans, accuse les forces de l'ordre d'avoir ouvert le feu et ignore complètement les attaques contre les militaires et les policiers. Elle fait passer en direct à l'antenne des « témoins » dont certains apparaissent être des usurpateurs.

La politique d'Al-Jazeera est décidée par son propriétaire, l'émir du Qatar Hamad Ben Jassem Al Khalifa, qui est impliqué à fond, à la demande des États-uniens, dans le complot de destruction de la Syrie. Les journalistes ne font qu'exécuter la ligne éditoriale imposée par le propriétaire et ceux qui ne sont pas d'accord s'en vont, comme l'a fait le directeur du bureau de la chaine à Beyrouth, Ghassan Ben Jeddo.

Selon des informations sûres, le dossier syrien a été confié au correspondant d'Al-Jazeera au Pakistan, le Syrien Ahmad Zeidane, connu pour ses sympathies avec Al-Qaïda et les Taliban.

Il semble que l'émir Hamad n'a pas réfléchi aux conséquences de ses choix, surtout si les résultats du complot contre la Syrie ne correspondent pas aux souhaits israélo-US.

#### Evénements

Territoires palestiniens

- La radio de l'armée israélienne a révélé que « le ministère israélien du Logement a commencé à planifier la construction d'un nouveau quartier dans la colonie Givat Ze'ev (au nord-ouest de Jérusalem), qui comprendra 800 nouveaux logements. Le ministère a annoncé l'allocation d'un budget spécifique pour ce projet avant sa mise en œuvre sur le terrain. Des sources israéliennes avaient affirmé que l'occupation « tente de limiter les constructions en raison de la pression internationale ». Cependant, des experts des affaires israéliennes ont confirmé que « les Israéliens profitent des révoltes arabes actuelles et de la préoccupation des pays arabes pour appliquer leurs projets de judaïsation de Jérusalem ».
- Par ailleurs, des sources bien-informées dans la ville de Naplouse au nord de la Cisjordanie occupée ont déclaré que des bulldozers et des blindés israéliens ont commencé des travaux de creusements dans les terres agricoles du village d'Awarta au sud de Naplouse en vue d'établir une nouvelle colonie.
- Sur un autre plan, la Fondation Al-Aqsa pour le Waqf et le patrimoine a affirmé que les Israéliens ont accéléré ces derniers mois le creusement des tunnels sous la mosquée Al- Aqsa. « Les forces d'occupation mènent d'importants travaux sous et aux alentours de la mosquée Al-Aqsa, ainsi que du côté du Mur des Lamentations au niveau de la Porte des Maghrébins. Les tunnels s'étendent jusqu'à la Porte de la Chaine (Bab al-Silsila) et Bab al-Mathara, et sont liés à d'autres tunnels creusés à Wadi Helwa à Selwan. Ils pénètrent sous le mur de la Vieille Ville, près de la zone extérieure de la Porte des Maghrébins », a souligné la Fondation.
- Des drones états-uniens ont mené un raid contre le village d'Hassan Khil, dans la province pakistanaise du Waziristân du Nord. 20 personnes au moins ont été tuées et 5 autres blessées lors de ce bombardement.
- Lors d'une rencontre, à Islamabad, avec le chef d'état-major de l'armée US, Michael Mullen, le commandant de la force terrestre de l'armée pakistanaise a réclamé l'arrêt des raids états-uniens contre des régions tribales pakistanaises.
- La Commission des droits de l'Homme du Pakistan a annoncé qu'en 2010, 957 personnes ont trouvé la mort au cours des attaques états-uniennes contre le Nord-ouest du Pakistan.
- Washington prétend que ces raids visent les Taliban et Al-Qaïda. Cependant, la grande majorité des victimes sont des civils et 2,5 % seulement des tués sont des membres des Taliban ou d'Al-Qaïda.

Source	<b>New Orient News</b>	(Liban)
		r

26 AVRIL 2011

http://www.voltairenet.org:80/article169564.html

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19